

Education des filles: Quelles perspectives pour l'Afrique subsaharienne au XXI^e siècle?

Alphonsine Bouya*

Abstract: *Education for girls in Africa has become a major item on the agenda of international organisations, African governments and non-governmental organisations operating both within and outside Africa. At many meetings, the major bottlenecks have been identified and suggestions made as to how to enhance women's participation in development through improved educational system. The major result is that women must be less and less marginalised. That can be achieved only through imposing the quality of women's education and eradicating the injustice and the inequality women are facing. The actions which must liberate women and free their energy must come from everybody, i.e. governments, the population itself, scholars and the international community. These actions should include increasing the number of girls enrolled in school mostly in science and technology, expanding formal education to all (boys and girls), harmonising formal, non-formal and informal educational systems, increasing the number of trainers and teachers, enhancing the skills of educational planners, creating new and less-gender biased evaluation systems etc.*

Introduction

La problématique de l'éducation des filles se situe au coeur de ce XX^e siècle finissant tant les aspects qui la constituent sont divers et variés. Comme preuves de son importance, on peut citer la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous en 1990 et la Conférence internationale sur l'éducation (1990) qui avaient toutes les deux reconnu, comme priorité des priorités, l'accès et l'amélioration de la qualité de l'éducation des filles ainsi que l'élimination des stéréotypes et préjugés défavorables aux filles. En 1993 c'est-à-dire trois ans après Jomtien, la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles qui s'était tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) appelait tous les pays africains à entreprendre des actions concrètes pour promouvoir l'éducation des filles. Il en sortit une Déclaration dite «Déclaration de Ouagadougou» et un cadre d'action, fruits des différentes allocutions, communications et autres documents présentés lors de ladite conférence. La Conférence de Ouagadougou avait pour objectifs principaux «de susciter un consensus régional sur l'éducation des filles, considéré comme un aspect prioritaire du développement de l'éducation en Afrique, d'identifier les domaines prioritaires en vue de définir un cadre d'action

régional ainsi que des plans et des programmes nationaux destinés à améliorer l'accès des filles à l'éducation et, enfin, d'envisager des stratégies permettant de mobiliser les ressources au niveau national, en mettant l'accent sur la création de nouveaux partenariats de manière à assurer des progrès soutenus».¹

La présente étude traitera de l'éducation dans son acception la plus large. Elle est à considérer ici comme un processus de transformation de l'être en permanent devenir. Elle englobe tous les types d'apprentissage, permet l'acquisition et le développement des aptitudes et des attitudes ainsi que l'assimilation des valeurs, des connaissances et des informations, etc., le tout dans une optique de participation à l'épanouissement total, continu et ininterrompu de l'individu.

La scolarisation quant à elle, se produit dans le cadre de l'institution «École» et se pose à la fois comme une continuation et un complément important et nécessaire de l'éducation. Alors que la scolarisation s'inscrit dans le cadre d'une institution formelle bien déterminée, l'espace éducatif lui, ne connaît pas de délimitation. Ceci ne veut cependant pas dire que l'on puisse se passer de la scolarisation, surtout dans un monde qui semble se rétrécir chaque jour et qui, grâce au progrès technologique se transforme de plus en plus en un petit village planétaire. Partie intégrante de l'éducation et, à la fois stratégie éducative, la scolarisation ne saurait être dissociée de l'éducation. Aussi, dans cette étude, nous tiendrons compte de cet aspect holistique de l'éducation, d'autant plus que ce n'est pas la scolarisation seule qui pose problème aujourd'hui en Afrique mais l'éducation en tant que tout.

Au regard de ce qui s'observe dans les sociétés africaines aujourd'hui, la réponse *a priori* à cette question tendrait vers la négative pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne. Car, non seulement le secteur scolaire formel africain se porte très mal, mais encore on assiste à une sorte de démission généralisée des parents et de la communauté dans l'éducation des enfants et, particulièrement dans l'éducation des filles.

Nous allons essayer, tout au long de ce document, de montrer pourquoi et comment cette assertion serait vraie. Ce texte comprend trois parties: une première partie fait le point sur l'éducation dans le passé; la seconde partie traite de la situation présente de l'éducation en Afrique et, la troisième partie est consacrée aux perspectives et suggestions pour le XXI^e siècle.

L'éducation traditionnelle en Afrique subsaharienne

La tendance à confondre éducation et scolarisation a été à l'origine des théories selon lesquelles les sociétés africaines n'auraient pas de système

1 Document de base de la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles, Ouagadougou 23 mars 1er avril 1993.

cohérent d'éducation à l'instar des théories qui déniaient à l'Afrique toute civilisation. Au fil des années, des recherches entreprises sur le continent africain ont permis de porter un regard nouveau sur les sociétés africaines et de se rendre compte que ce continent possédait bel et bien non pas un mais des systèmes éducatifs très cohérents, en adéquation avec les modes de vie des populations ainsi que leur environnement socioculturel et socio-économique (Erny 1972).

L'éducation traditionnelle en Afrique se déroulait dans différents cadres et sous des formes multiples et variées. Dès sa naissance, l'enfant subissait une série de rites allant du premier bain aux rites de passage à l'âge adulte en passant par les cérémonies de dation du nom, de sortie de la case, du sevrage, de puberté, etc. Une fois né, l'enfant appartenait à la communauté toute entière qui prenait ainsi en charge l'éducation de l'enfant. En Afrique centrale par exemple, un proverbe dit: «tant qu'il n'est pas né, un enfant appartient à sa mère mais une fois sorti du ventre de celle-ci, il appartient à tout le monde». Selon qu'il s'agissait d'un garçon ou d'une fille, le jeune enfant recevait une éducation qui le préparait à ses futures fonctions sociales. Ainsi, à partir d'un certain âge (généralement aux alentours des six premières années), la jeune fille commençait à être préparée à sa vie d'épouse et de mère. Elle passait par tout un éventail de rites et cérémonies destinés à faire d'elle plus tard une femme digne de sa communauté, assumant pleinement son rôle de reproduction et de mère dans la famille. Ainsi, lui apprenait-on à cultiver la terre, à faire la cuisine, à entretenir une maison, à s'occuper des enfants et de son époux en exécutant les ordres de celui-ci, en prévenant et en satisfaisant ses moindres désirs. Très tôt, l'enfant-fille était placée dans un espace d'évolution réduit (l'espace domestique) et dans une situation qui la conduisait vers plus de devoirs et de responsabilités lui conférant progressivement une maturité sociale en participant à la vie de la société par son travail sans déborder de l'espace restreint et déterminé à l'avance qui était le sien.

L'éducation traditionnelle comportait deux aspects principaux: un aspect exotérique et un aspect ésotérique. Toute connaissance relevant du domaine commun entrait dans le cadre de l'éducation exotérique. A côté de cette éducation, se transmettaient, sur le mode initiatique, des connaissances entrant dans le domaine strictement secret et qui se situaient soit à un niveau religieux soit à un niveau technique et scientifique. Dispensée au sein des groupes d'âge ou dans un tout autre cadre défini par la communauté, l'éducation des filles était essentiellement assurée par les femmes qui transmettaient et perpétuaient ainsi les valeurs et les normes culturelles des sociétés auxquelles elles appartenaient.

Dans le cadre de l'éducation traditionnelle, le savoir des femmes est dissocié de celui des hommes. Les femmes se sont vues attribuer un domaine de connaissance qui leur reviendrait par excellence et par essence

bien distinct de celui des hommes: le domaine de la maternité, de l'éducation des enfants et du foyer. Une telle délimitation de l'horizon et de l'espace féminin, entraînant l'exclusion des femmes de toutes les autres sphères sociales, ne pouvait qu'aboutir aux constats déplorables qui caractérisent aujourd'hui la situation de l'éducation des filles et la situation des femmes dans l'éducation.

En outre, l'éducation traditionnelle se fondait sur trois principes: l'observation, l'imitation et la participation. Cette pédagogie s'exprime clairement dans un proverbe qui dit: «on n'apprend pas à forger à l'enfant du forgeron». Ce qui était demandé à l'enfant c'est d'être attentif, d'observer et d'imiter ce que fait l'adulte. De cela découlait plus tard son habileté. La pédagogie participative de l'éducation traditionnelle ne laissait aucune place et aucune chance à une quelconque rupture entre la vie, la société et l'apprentissage. Les parents et la communauté, fortement impliqués jouaient pleinement leur rôle d'éducateurs. Et, c'est dans un tel contexte que se forgeait pour la petite fille au fil des années, une expérience, un «savoir» qui deviendra plus tard une partie de sa propre personne, une partie d'elle-même. L'idéal fixé pour l'enfant-fille était de devenir comme la mère, comme les «aînées».

Situation actuelle de l'éducation des filles en Afrique

La prise en charge de l'éducation des filles dans un système formel en Afrique s'est opérée en grande partie à travers les missionnaires chrétiens qui, bien avant les années d'indépendance avaient, dans le cadre de leur mission, ouvert des écoles et des centres sociaux de formation féminine. Ces écoles dites «écoles ménagères» avaient comme objectif premier la formation et la préparation des jeunes filles au mariage prenant ainsi le relais et / ou se posant en complément de l'éducation traditionnelle que recevaient les jeunes filles dans leur communauté. Les contenus des matières enseignées dans ces centres sociaux et écoles ménagères tournaient invariablement autour de la cuisine, la couture, l'hygiène, la puériculture, le tricot et le crochet. Il faut toutefois signaler qu'il existait également, avant comme aussitôt après les indépendances, quelques écoles «officielles» et laïques qui comptaient un certain nombre de filles.

Jusqu'aux années 70, la présence féminine dans le système éducatif aussi bien formel que non formel avait connu un essor assez remarquable. L'enthousiasme des indépendances et les espoirs qu'elles avaient soulevés, ont joué favorablement en faveur des filles, même si, dans tous les cas, l'objectif visé n'était qu'une bonne préparation des filles à la vie conjugale.

Mais cet enthousiasme devait très vite s'estomper avec la fin des années 1970 et le début des années 1980 qui ont vu l'Afrique s'enfoncer dans une crise de laquelle elle n'est pas prête de sortir puisqu'elle continue de s'y enfoncer de plus belle.

Les filles en Afrique subsaharienne, à l'instar de la situation dans le monde, constituent la majorité de la population des jeunes non scolarisés. En 1990 la grande majorité des pays africains au Sud du Sahara présentaient des taux d'analphabétisme supérieurs à 50%. Le tableau ci-après révèle l'étendue de ce phénomène chez des individus âgés de 15 ans et plus ainsi que la gravité de l'analphabétisme féminin.

Tableau 1: Situation de l'analphabétisme en Afrique au sud du Sahara en 1990 pour la population âgée de 15 ans et plus (en %)

Pays	Total	Masculin	Féminin
Bénin	76,6	68,3	84,4
Burkina Faso	81,8	72,1	91,1
Congo	43,4	30,0	56,1
Côte d'Ivoire	64,2	33,1	59,8
Gambie	72,8	61,0	84,0
Guinée	76,0	65,1	86,6
Liberia	60,5	50,2	71,2
Mali	68,0	59,2	76,1
Mozambique	67,1	54,9	78,7
Niger	71,6	59,6	83,2
Sierra Leone	79,3	69,3	88,7
Sénégal	61,7	48,1	74,9

Source: Rapport mondial sur l'éducation 1991

Comme cela peut se constater, dans tous les pays africains, et cela même pour les pays comme le Botswana, le Kenya, le Zaïre, la Zambie et le Zimbabwe qui présentent les taux d'analphabétisme les plus bas au Sud du Sahara (ils sont respectivement de 26,4%, 31,0%, 28,2%, 27,2%, et 33,1%), la proportion des femmes analphabètes est toujours supérieure à celle des hommes.

Cette situation d'analphabétisme généralisé se reflète sur la présence féminine dans les systèmes scolaires formel et non formel. En effet, en 1970, le taux de scolarisation brut des filles dans l'enseignement du premier degré n'atteignait que 36% pour toute l'Afrique subsaharienne contre 56,7% pour les garçons; en 1990 ces taux sont passés à 59,9% pour les filles et 73,5% pour les garçons. Ces disparités entre filles et garçons vont en s'accroissant au fur et à mesure que l'on progresse dans le système scolaire (tableau 2).

Ces chiffres, qui montrent une certaine progression dans les taux de scolarisation, cachent en réalité de grandes disparités entre les différents pays et, à l'intérieur des pays, entre les régions comme cela apparaîtra plus loin. Force est malgré tout de reconnaître que l'Afrique subsaharienne, dont les taux de scolarisation globaux étaient à 46,3% en 1970 a consenti un grand effort au cours des deux dernières décennies en faveur de l'enseignement primaire. Cet

effort se révèle par la part de l'enseignement primaire dans l'augmentation des effectifs globaux des trois degrés d'enseignement (tableau 2).

Tableau 2: Taux de scolarisation bruts masculins et féminins par degré d'enseignement en 1970 et 1990 (pourcentages pour toute l'Afrique au sud du Sahara)

Degrés d'enseignement	Année 1970		Année 1990	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
1 ^e degré	56,7	36,0	73,5	59,9
2 ^e degré	9,9	4,4	21,2	13,8
3 ^e degré	0,8	0,2	2,8	1,0

Source: Rapport mondial sur l'éducation 1991

Malheureusement, l'effort ainsi consenti par les pays africains se trouve pratiquement annulé au cours des années. Le taux de survie estimatif au cours des quatre premières années d'études primaires passe facilement de 100% des inscrits à 67% soit des déperditions de l'ordre de 34% (en quatre années seulement!). Un des problèmes majeurs du système d'enseignement en Afrique est donc celui du maintien des élèves dans les différents cycles. Les taux d'admission dans le primaire pour certains pays se présentent comme suit:

Tableau 3: Taux d'admission en 1988 dans l'enseignement du premier degré (en %)

Pays	Masculin	Féminin	Total
Burkina Faso	44	28	36
Cameroun	101	90	96
Cap-vert	116	109	113
Gambie	64	43	54
Mali	29	17	23
Mozambique	81	70	75
Niger	41	24	32
Rép. Centrafr.	73	52	62
Tanzanie	69	69	69
Sénégal	58	46	52

Source: Rapport mondial sur l'éducation 1991

Mais, lorsque l'on observe les taux bruts de scolarisation, on s'aperçoit qu'ils sont toujours inférieurs aux taux d'admission. Ainsi, nous avons pour les mêmes pays et la même année:

Tableau 4: Taux bruts de scolarisation pour 1988 (en %)

Pays	Masculin	Féminin	Total
Burkina Faso	42	25	34
Cameroun	119	102	111
Cap-vert	114	107	110
Gambie	75	48	61
Mali	29	17	23
Mozambique	76	59	68
Niger	38	21	30
Rép. Centrafr.	83	51	67
Tanzanie	64	64	64
Sénégal	70	49	59

Source: Rapport mondial sur l'éducation 1991

On peut s'apercevoir donc que les taux de scolarisation des filles sont toujours inférieurs à ceux des garçons même pour les pays comme le Cameroun et le Cap-vert qui semblent battre le record. Par ailleurs, la prise en compte des taux de scolarisation nette révèle encore et toujours une baisse chez les filles. Ainsi, à titre d'exemple, pour le Burkina Faso le taux net de scolarisation était de 21% pour les filles alors que leur taux brut était de 25% et leur taux d'admission à l'école de 28% pour une même année 1988. Au Cameroun, d'un taux brut de scolarisation des filles de 102%, on se retrouve à un taux net de 74% dans la même année. Cette situation de baisse constante se retrouve pratiquement dans tous les pays.

Dans l'enseignement secondaire, les chiffres ne se présentent pas mieux et, la situation empire lorsqu'on aborde les enseignements supérieur, technique et professionnel. Le tableau 5 présente quelques données statistiques dans l'enseignement du troisième degré.

Tableau 5: Répartition des filles dans les filières de l'enseignement du troisième degré pour quelques pays africains en 1990 (en %)

Pays	Sciences naturelles ingénierie	Sciences médicales	Agronomie	Autres filières
Bénin	11.2	3.5	0.5	4.3
Congo	3.5	3.9	2.5	16.5
Mali	1.3	15.5	18.8	20.4
Niger	5.8	16.4	1.5	22.1
Centrafrique	3.1	53.7	0.0	6.4
Sénégal	14.4	24.1	0.4	3.6
Togo	2.4	10.9	1.6	9.1

Source: UNESCO, Annuaire statistique 1993

Considérés au plan de la promotion et, quelle que soit la promotion considérée (par année d'étude ou par pays ou par régions et départements), les taux de promotion des filles sont toujours plus bas que ceux des garçons. Les différences les plus significatives dans ce domaine se situent au niveau de la 5^e année primaire et, à partir de là, elles ne cessent d'augmenter.

Des études entreprises un peu partout en Afrique subsaharienne ont révélé trois types de facteurs défavorables à l'éducation des filles. Il s'agit des facteurs socioculturels, économiques et institutionnels. Ces trois types de facteurs sont, cependant, à ne pas considérer séparément. Ils s'interpénètrent et interagissent. Mais surtout, ils sont intimement liés au statut général de la femme en Afrique.

Que les parents refusent d'envoyer leurs filles à l'école pour les protéger de la promiscuité avec les garçons, les préserver d'éventuels grossesses indésirées ou pour des raisons d'ordre religieux (facteurs socioculturels); qu'ils préfèrent investir dans l'achat des fournitures scolaires et des tenues pour la scolarisation des garçons et rechignent à dépenser pour celle des filles (facteurs économiques); ou que les filles soient celles que l'on exclut le plus souvent, qui abandonnent souvent ou qui redoublent le plus, force est de reconnaître qu'il se cache en dessous de tout cela un problème majeur non encore résolu et que les dirigeants africains comme les communautés refusent d'aborder ouvertement afin de lui trouver des solutions aussi majeures que l'est le problème lui-même, celui du statut de la femme.

Les parents ne trouvent pas qu'il soit judicieux d'envoyer les filles à l'école d'autant qu'elles sont vouées au mariage. A partir d'un certain âge, les filles doivent rester à la maison pour aider les mères dans les travaux domestiques et acquérir ainsi, par les bienfaits de la pédagogie participative (observation — imitation — assimilation — exécution — perfection) les «qualités», valeurs et vertus d'une femme africaine «digne de ce nom». Investir dans l'éducation d'une fille équivaut pour certains parents à investir à perte. Plus longtemps la jeune fille restera à l'école, plus elle perdra sa «valeur» pour le mariage en terme de dot. Et, plus elle perdra du temps contre l'accomplissement de son «rôle naturel et prédestiné» de reproduction et de perpétuation de la famille. Par ailleurs, pourquoi investirait-on dans l'éducation d'un être qui, d'une manière ou d'une autre est destiné à quitter ses parents et sa communauté pour poursuivre le chemin depuis toujours tracé pour lui: celui du mariage. Enfin, compte tenu de la crise qui sévit en Afrique, nombre de parents ont perdu foi en l'institution éducative qu'est l'école. L'incertitude du lendemain aidant et, observant le nombre toujours grossissant des diplômés chômeurs, les parents ne voient plus l'utilité d'envoyer leurs filles à l'école alors qu'ils peuvent en tirer un meilleur profit en les donnant très tôt en mariage.

Mais, les parents seuls ne sont pas à incriminer. La responsabilité des dirigeants africains est autant engagée. En effet, ce n'est que maintenant et,

sous la pression de la communauté internationale, que quelques dirigeants africains commencent à comprendre les bénéfices qu'un pays peut tirer de l'éducation des filles. Toutefois, si quelques uns d'entre eux en sont convaincus, beaucoup restent encore à convaincre qui ne croient pas encore ou pas du tout au bien fondé de l'éducation des filles. Pour preuve, un certain nombre de pays africains n'ont pas encore élaboré de plans d'action en faveur de l'éducation des filles quoiqu'ils aient pratiquement tous assisté à la Conférence mondiale de Jomtien et adhéré à l'esprit et aux principes aussi bien de Jomtien que du Sommet de New York sur les droits de l'enfant. Des lois qui pénalisent les filles qui ont le malheur de tomber enceintes pendant leur scolarité sont encore en vigueur dans plusieurs pays africains. Mais, les textes sont muets quant aux auteurs de ces grossesses qui, souvent, se révèlent être des adultes occupant de hautes responsabilités dans les institutions des États. Enseignants, hommes politiques, hommes d'affaires et même parents d'élèves échappent aux lois alors que des jeunes filles, souvent sans expérience, voient les portes de l'avenir se fermer devant elles à jamais. Au nom des principes sacro-saints de la culture, de la tradition et de la religion, on s'oppose à l'introduction de l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires, en exposant ainsi les jeunes filles aux grossesses non désirées et, pendant ce même temps rien n'est prévu pour punir les auteurs des grossesses des adolescentes.

Au sein du système éducatif lui-même beaucoup de choses restent à revoir, en commençant par les contenus inadaptés des programmes scolaires. Depuis les années 1960, on ne cesse de récuser théoriquement ces contenus; on a élaboré des réformes qui n'ont jamais été appliquées dans leur totalité ou qui n'ont été des réformes que sur le papier. A cela il faut sans doute et encore ajouter la mauvaise formation des enseignants et leur inconscience professionnelle, caractéristique du système éducatif africain.

Plusieurs États africains non seulement recrutent des enseignants sans formation mais encore n'assurent à ces enseignants aucune formation en cours d'emploi. A quoi il faut ajouter la concentration des enseignants dans les grands centres urbains, les capitales et, leur refus d'aller servir dans les zones rurales.

Les problèmes ne s'arrêtent pas à ce niveau. Ils se retrouvent également dans les salles de classe où les méthodes d'enseignement sont invariablement magistrales et ne favorisent aucune participation des élèves et encore moins des élèves-filles. Les attitudes des enseignants dans les salles de classes favorisent le découragement des filles. Reflets fidèles de leur société, les enseignants transposent dans les salles de classes les attitudes sexistes et discriminatoires envers les filles. Cela se traduit aussi bien dans la manière dont les filles sont notées et évaluées en classe (manière qui favorise les redoublements et les exclusions), que l'orientation

et la concentration des filles dans les filières plutôt littéraires et non scientifiques (Bouya 1993).

Dans la majorité des pays africains, les taux de redoublements se situent entre 10% et 40% pour les deux sexes, les taux d'exclusion sont souvent supérieurs à 16% et les taux de retrait ou d'abandon vont au delà des 18%. Ces taux n'établissent pas toujours la distinction entre filles et garçons et, masquent ainsi la particularité féminine. Cependant, au regard des quelques études réalisées dans certains pays, on s'aperçoit que les taux de redoublement, d'abandon ou de retrait et d'exclusion des filles sont toujours supérieurs à ceux des garçons. Une étude commandée au Burkina Faso par l'UNESCO a fait ressortir des taux moyens de redoublement de 15,38% pour les filles en milieu urbain pour les cours moyens (CM) en 1991; 33% des filles sont exclues de l'école en classe de CM des cités urbaines et 37% sont exclues en zone rurale toujours des mêmes classes. Quant aux taux de retraits et abandons, ils représentent 36,92% pour les filles des zones urbaines au cours moyens et malheureusement l'étude ne faisait pas ressortir les données pour les zones rurales. L'exemple du Burkina Faso n'en est qu'un parmi tant d'autres. Hélas, nombre de pays continuent de masquer les désavantages des filles en dissociant pas les genres dans la tenue de leurs statistiques scolaires.

Au plan social on peut, sans grand risque de se tromper ni d'exagérer, déplorer la totale démission des parents. Dans les villes comme dans les campagnes, dans les milieux instruits comme dans les milieux analphabètes, le spectacle des parents démissionnaires et «complètement dépassés par les événements» est le même. Tout se passe comme si, les Africains pris dans le tourbillon de la gestion du quotidien, ont perdu pied quant à l'éducation de leurs enfants et, particulièrement de leurs filles. On entend souvent pas, dans les quartiers populaires des villes africaines comme dans les villages, des parents se plaindre: «mes enfants me fatiguent et m'épuisent; ils n'obéissent pas ou plus; je ne sais plus ce qu'il faut en faire...» Quant aux parents «intellectuels», ils semblent avoir compris de travers les règles de la pédagogie moderne. Certains pensent que bien éduquer un enfant serait synonyme de céder à tous ses caprices, de le gaver de sucreries et de lui offrir tous les gadgets qui arrivent sur les marchés et qui ne constituent pas forcément des jeux et jouets éducatifs.

Aussi, il est curieux d'entendre ceux dont le rôle est d'éduquer les jeunes générations incriminer cette jeunesse, la rendre responsable de sa propre déperdition, comme si l'éducation s'acquerrait autre part que dans la famille, l'école et la communauté. En ce qui concerne plus spécifiquement l'éducation des filles, les sociétés et communautés africaines ont longtemps fait l'impasse se contentant de se jeter mutuellement la pierre, ne mettant en avant que la résistance des familles, des parents aux changements pour la sauvegarde des identités culturelles et arguant du refus de ces derniers à

envoyer leurs filles vers l'instruction. Or, les campagnes menées par les gouvernants, les organisations non gouvernementales et des associations issues de la société civile contre le SIDA et pour la planification des naissances ont pu atteindre pratiquement toutes les couches des sociétés africaines. Dans certains milieux les résultats se font sentir même si ce n'est que timidement, de même que l'on peut observer un certain changement dans les attitudes et les comportements de certaines couches sociales. Malheureusement ce genre d'action de sensibilisation et de mobilisation sociale n'ont jamais été menées en Afrique en faveur de l'éducation des filles. Ceci traduit simplement ce que nous avons dit plus haut en d'autres termes et qui tient à la place qu'occupe la femme dans les sociétés africaines en cette fin de siècle.

Or, si l'Afrique entend s'insérer dans la mouvance mondiale et universelle du prochain siècle, il lui faudra le faire en accordant une place prioritaire à l'éducation de celles qui représentent plus de la moitié de sa population et, en mettant à profit tous les bénéfices qu'elle tirera de l'éducation des filles. Aussi, la troisième partie de cette étude va traiter de ce que veut l'Afrique et de quelles actions il lui faut entreprendre pour rendre efficiente l'éducation tout court et celle des filles en particulier au XXI^e siècle.

Les perspectives pour le XXI^e siècle

Le XXI^e siècle (faut-il rappeler que l'an 2000 c'est dans six ans!) sera caractérisé, pour l'Afrique, par un ensemble de défis qu'il faudra relever si les Africains ne tiennent pas à rester pour l'éternité cette fois-ci à la traîne du monde. Ou l'Afrique relèvera ces défis, ou elle sombrera pour toujours dans un état dont elle ne se remettra plus jamais. Et, c'est dans ce contexte que le titre du livre dirigé par le Professeur Ki-Zerbo «Éduquer ou périr» prend tout son sens (Ki-Zerbo 1990). Le défi majeur pour l'Afrique est celui du développement. Peu importe le modèle de développement qui leur sera imposé ou que les Africains auront à choisir (si tant est que dans la situation de dépendance économique dans laquelle elle se trouve, l'Afrique puisse avoir la possibilité d'opérer des choix), il ne reste plus à l'Afrique qu'à sortir du sous développement ou alors à «périr», pour reprendre le terme du Professeur Ki-Zerbo. Les défis auxquels est confrontée l'Afrique sont de tous ordres. Cependant, de tous ces défis, un seul semble être mal connu, mal cerné: c'est celui de l'éducation. Classée parmi les domaines ou secteurs non-productifs, l'éducation ne fait retenir d'elle que les multiples grèves d'élèves, d'étudiants ou des enseignants. Enfermée dans cette vision de non-productivité, l'éducation a du mal à paraître comme ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire comme un facteur décisif du progrès et du développement.

Que l'on se situe dans les domaines économique, culturel, de la santé et de la population, de l'environnement, de la science et de la technologie, l'adaptation de l'Afrique aux exigences et aux réalités du nouveau siècle exige un changement des comportements, des attitudes et des modes de pensée, changement qui ne saurait se produire sans le rôle prépondérant de l'éducation. Dans tous ces domaines, les femmes africaines ont des rôles importants à jouer, si ce n'est déjà fait.

Dans le domaine de l'économie, la place qu'occupe les femmes et le rôle qu'elles y jouent ne sont plus à démontrer quoique cette place et ce rôle ne soient pas toujours pris en compte dans les comptabilités de la productivité des pays. Et, malheureusement, l'analphabétisme ambiant ne permet pas aux femmes de faire valoir leur participation au développement de leur pays. Dans le domaine culturel, tous les Africains s'accordent pour reconnaître et clamer le rôle de « transmetteuses des valeurs de civilisation » qui reviendrait aux femmes dans la droite ligne des traditions africaines. Seulement, l'Afrique de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle est bien différente de celle des XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e ou XIX^e siècles. En d'autres termes, la nouvelle Afrique, l'Afrique contemporaine a ses propres valeurs de civilisation qu'il lui faudra transmettre aux générations futures. Et, il sera impossible à des femmes de l'époque contemporaine de participer à la transmission des valeurs dont elles ne sont ou ne seront pas détentrices. Dans les domaines de la santé et de la population, on sait que ce sont les femmes qui sont les premières concernées. Ce sont elles qui s'occupent des soins pour les enfants malades et pour les personnes et les programmes de planification des naissances les touchent au premier rang. Mais là aussi, le poids de l'analphabétisme constitue un handicap de taille.

Face à tout ce qui vient d'être brièvement passé en revue, force est de reconnaître que les filles et les femmes doivent figurer parmi les priorités de l'éducation au XXI^e. Si le mot d'ordre « d'Education pour tous » ne peut être réalisé au début de l'an 2000, on peut toutefois espérer sa prolongation et viser à atteindre ses objectifs pendant le XXI^e siècle. Pour cela, il faut définir ou redéfinir dès à présent les domaines prioritaires d'action qui transformeront ce mot d'ordre en une réalité tangible, observable et quantifiable.

Une école conforme aux réalités du milieu

Contrairement à ceux qui pensent que l'école est une structure extérieure et étrangère à l'Afrique ce qui expliquerait les succès très limités de cette institution, nous sommes d'avis que depuis sa rencontre avec l'Occident, l'Afrique est parvenue à faire siens tant de choses qui lui étaient étrangères auparavant et qui aujourd'hui font partie intégrante de ses paysages économique, social et culturel. Aussi, il n'importe plus de s'interroger sur l'appartenance ou non de l'école à l'environnement traditionnel africain

mais plutôt de chercher et d'élaborer des stratégies qui rendront efficaces et performants tous les systèmes qui sont devenus aujourd'hui des composantes de l'espace africain.

En tenant compte de l'objectif majeur du continent africain c'est-à-dire de son objectif de développement, force est de reconnaître que ce qu'il faut à l'Afrique c'est la généralisation de l'éducation. Une généralisation qui permettra à toutes les couches sociales et à tous les genres d'avoir accès à l'instruction pour sortir de l'ignorance qui constitue l'ennemie premier de tout groupe social. La généralisation de l'éducation implique non seulement des structures d'apprentissage en nombre suffisant mais aussi la recherche d'autres alternatives éducationnelles susceptibles de répondre à la demande des populations et aux exigences des nations en matière d'éducation.

Pour ce qui concerne les filles, des études ont démontré que l'inadaptation des programmes (entre autres facteurs) participait au rejet de l'école par les communautés et favorisait la non-scolarisation des filles. Aussi, il serait important d'élaborer des programmes scolaires qui tiendront compte des aspirations des populations et en même temps des exigences de développement des pays.

Il ne s'agit pas (comme c'est souvent le cas lorsqu'on parle de l'éducation des filles) de prôner l'introduction des activités dites féminines (couture, cuisine, tricot dans les curricula, les filles n'ont vraiment pas besoin d'aller à l'école pour apprendre à pétrir le manioc, ni à écailler du poisson), mais plutôt de leur donner des armes pour une insertion dans la vie active, pour se battre sur le marché du travail et de l'emploi, créer leurs propres entreprises et, s'épanouir pleinement par la force de leur cerveau, de leur coeur et de leurs bras²

A la fin du XX^e siècle, on continue à enfermer les filles dans les ghettos des métiers dits féminins (secrétaires, infirmières, sages-femmes, puéricultrices, réceptionnistes, hôtesses, etc.) comme s'il s'agissait-là des seuls métiers où la réussite des filles serait assurée et comme si ces métiers étaient conformes aux réalités du milieu. Or, rien de plus faux car l'étude de ce même milieu révèle que non seulement sur le plan démographique les filles sont plus importantes en nombre que les garçons, mais aussi sur le plan économique les parents et la communauté sollicitent de plus en plus l'appui matériel et financier des femmes qui toujours plus, participent à la vie économique et matériel des foyers (les temps semblent bien révolus où l'on arguait de l'entretien des femmes par les hommes). Les multiples demandes et sollicitations du milieu familial et communautaire ne sont plus les domaines réservés des seuls hommes. Or, le seul moyen pour répondre à ses sollicitations et pour les satisfaire est d'accroître les revenus des femmes.

2 Voir à ce propos la théorie des «trois H» (*Head, Heart, Hand*) du Professeur Pai Obanya (1982), dans 'Teaching and Cheating'.

Et, le seul moyen pour accroître les revenus des femmes est de leur fournir l'instruction, l'éducation. De nombreuses études de par le monde font état des gains tirés de l'éducation des filles sur tous les plans et à tous les niveaux. Ces gains sont d'ordre économique, social, démographique, environnemental tout comme on les retrouve dans les domaines de la santé, du suivi médical et sanitaire des enfants et de leur scolarisation et éducation.

Rendre l'école conforme au milieu et adapter l'éducation des filles à ce milieu et à son époque c'est enfin tenir compte du fait que la femme africaine du XXI^e siècle ne sera plus comme son aînée, sa mère, sa grand-mère ou son aïeule des siècles passés.

Une autre réalité du milieu africain de nos jours est, à titre d'exemple, l'intégration dans la vie quotidienne des progrès réalisés par la science et la technologie. Dans nos villes comme dans nos campagnes la science et la technologie font désormais partie de notre vécu quotidien et ce, dans tous les domaines. L'informatique, par exemple, gagne pratiquement tous les services dans les villes africaines. Dans le monde rural jugé agricole par excellence, rien ne peut plus se faire sans l'utilisation des engrais et des pesticides. Cependant, une incursion dans les structures de formation révèle l'insuffisance du nombre des femmes présentes dans les filières scientifiques et technologiques. Pour ne pas sortir du cadre de nos deux exemples, il n'est pas exagéré de dire que la plupart des filles qui sont orientées ou qui ont choisi l'informatique se retrouvent dans les sections de saisie et traitement de textes (qui ne sont que du secrétariat quoiqu'on dise) et, très peu d'entre elles font de la programmation ou de la conception des systèmes. Ce sont autant d'anomalies que l'éducation au XXI^e siècle devra corriger et, cela est valable pour toutes les filières.

Une école démocratique pour des sociétés démocratiques

La fin du XX^e siècle sera marquée en Afrique par l'instauration des régimes démocratiques dans tous les pays du continent. Bien que les processus de démocratisation semblent encore balbutiants, il est à espérer que d'ici le début du XXI^e siècle la situation se stabilisera partout sur le continent du moins en ce qui concerne les institutions démocratiques. Le renforcement de la démocratie en Afrique ne se fera pas sans heurts et sera difficile avec la génération de ceux qui ont vécu sous les régimes autocratiques, participant de près ou de loin, volontairement ou involontairement au maintien de ces régimes. Il faut donc essentiellement miser sur les jeunes générations pour consolider et instaurer une véritable culture démocratique en Afrique. Pour ce faire, il faudra éduquer les jeunes à la démocratie.

La démocratie étant par définition la doctrine et la pratique politique d'après lesquelles la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens et dans lesquelles ces citoyens c'est-à-dire le peuple exerce directement cette souveraineté, elle ne sera effective en Afrique que si les femmes sont

reconnues et considérées dans tous les domaines de la vie, non plus comme des mineures, mais comme des citoyennes à part entière. L'éducation à la démocratie exige par conséquent que toutes les filles en âge d'être scolarisé aient accès à l'école et à l'éducation formelle et non formelle. Cela nécessite non seulement l'augmentation des structures d'accueil pour l'éducation mais aussi l'augmentation des moyens matériels et financiers.

Il est devenu une tradition en Afrique de se lamenter sur le manque des moyens pour répondre à la demande en besoins éducatifs. Tout le monde s'accorde à déplorer les budgets insignifiants mis à la disposition des ministères de l'éducation. Dans le même temps, on voit les pays africains s'engager et continuer de le faire dans l'achat d'armes de guerre et d'autres dépenses qu'ils jugent prioritaires et essentielles. C'est à se demander s'il peut y avoir autre chose de plus prioritaire que l'éducation des futures générations. Les États africains arguent de l'endettement excessif du continent. Ce que l'on semble oublier c'est que ce ne sont pas ceux qui sont là aujourd'hui et qui de près ou de loin profitent des crédits attribués par les bailleurs de fonds qui régleront cette dette, mais ce seront plutôt les enfants d'aujourd'hui, devenus grands demain qui seront appelés à régler le gros de la dette africaine. Or, comment pourront-ils le faire s'ils n'y sont pas préparés, s'ils ne sont pas éduqués, d'autant plus que, c'est grâce aux effets bénéfiques de l'éducation que les populations parviendront à augmenter leurs revenus donc à participer au règlement de la dette.

L'éducation à la démocratie et à la participation de tous à la gestion du continent requiert un aménagement des programmes, non pas en les alourdissant encore plus (ils le sont déjà suffisamment) mais en préparant méthodiquement des espaces dans lesquels pourrait s'insérer progressivement l'enseignement et l'apprentissage des valeurs démocratiques. De même qu'il faudra rompre avec la pédagogie à sens unique dans laquelle «l'enseignant sait tout et l'élève ne sait rien» pour adopter une pédagogie participative par laquelle, enseignant et enseigné s'éduquent mutuellement (Freire 1972).

La pratique de la démocratie devra être l'affaire de tous et de toutes. On a encore l'impression en Afrique que le combat pour la démocratie ainsi que la pratique du politique sont des domaines réservés au seul masculin. Dans les gouvernements africains, la présence de femmes est insignifiante. Et, lorsque quelques rares femmes sont portées à des postes de responsabilité, elles se retrouvent reléguées à des postes qui font plutôt penser aux services d'assistance publique ou sociale. Un des défis du XXI^e siècle consistera à remédier à ce genre de situation.

Une éducation à la paix et aux droits de la personne humaine

L'Afrique regorge de foyers de tensions. Quand ce ne sont pas les guerres qui éclatent dans tel ou tel autre coin du continent, ce sont des mouvements sociaux, des manifestations de masses. Dans tous les cas, ce sont les

éléments féminins qui sont le plus touchés et qui constituent les premières victimes de ces situations. Cette affirmation n'est pas une vue de l'esprit; elle trouve sa confirmation dans les images que divulguent les médias: images de femmes et de fillettes en pleurs, abandonnées à elles-mêmes, sans défense alors que les jeunes garçons sont vite enrôlés dans les combats et les camps d'entraînement et, de ce fait, apprennent à se battre et à se défendre. Ce propos ne signifie aucunement que nous approuvons la pratique qui consiste à enrôler les jeunes garçons dans les luttes armées ni qu'il faille également enrôler les filles et leur donner des armes pour apprendre à se défendre. Ce que nous voulons surtout démontrer c'est que lors des conflits armés et des manifestations de violence, les femmes et les filles sont toujours parmi les premières victimes.

Un des textes fondamentaux de l'UNESCO dit que c'est dans l'esprit des hommes que les guerres prennent naissance et c'est dans leur esprit qu'il faut agir pour combattre les guerres. Il faudra donc éduquer les êtres humains à la paix pour prévenir les guerres. La création d'une culture de paix et son maintien dans l'esprit des humains ne peut se faire que par l'action éducative. Les guerres ont été pendant longtemps et sont encore un véritable obstacle au développement du continent africain. Les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui abandonnent leur pays pour fuir les désastres des guerres ne sauraient apporter une quelconque contribution au développement des pays africains. Même là où ils sont accueillis comme réfugiés, aucune action durable n'est envisageable du fait simplement qu'ils se retrouvent démunis matériellement et psychologiquement et pris dans l'engrenage de l'assistanat. Aussi, l'éducation du XXI^e siècle devra comporter des activités en faveur de la paix aux niveaux formel, informel et non formel.

Dans le Plan d'action mondial sur l'éducation aux droits de la personne humaine et à la démocratie (Montréal 1993), on peut lire: «l'éducation aux droits de la personne humaine dans un monde en mutation devrait reposer sur la concertation et être pratique, créative, novatrice et émancipatrice à tous les niveaux de la société civile». En Afrique, les droits de la femme comme droits de la personne humaine ne sont pas encore pris en compte. Les femmes et les jeunes filles continuent à être traitées comme des individus de seconde classe. Or, la concertation implique l'expression par tous de leurs idées et pensées ainsi que la considération de ces opinions une fois exprimées. Tant qu'on aura pas appris aux filles à s'exprimer librement, à dire ce qu'elles pensent et exprimer leurs préoccupations, on n'aura réalisé aucun progrès dans le domaine des droits de la personne humaine. L'éducation des filles au XXI^e siècle devra donc permettre aux filles de faire valoir leur être entier et pas seulement une partie. Elle devra être orientée de telle sorte que le corps de la femme soit respecté dans toute sa plénitude. Elle devra faciliter le développement de la créativité, de la novation et de l'émancipation des jeunes filles dans le strict respect du droit de chacun à l'épanouissement de son être et

de sa personne comme dans le droit à la jouissance des libertés définies dans la Déclaration universelle des droits de la personne humaine et dans la Charte africaine des droits des peuples.

Un travail important que l'éducation du XXI^e siècle devra entreprendre est celui de l'apprentissage par les deux genres du respect du corps de la femme. En effet, le corps de la femme est encore considéré dans les sociétés africaines comme un objet de plaisir, de distraction et de simple reproduction. Les différentes manifestations du genre défilé de modes ou concours de beauté ne favorisent pas l'émergence d'une image respectable de la femme. Enfermées dans ces stéréotypes, de jeunes élèves et écolières n'hésitent pas à se présenter à ces concours et à ces manifestations, en négligeant parfois leurs études, et ce, dans le simple but d'acquérir une reconnaissance publique de leurs «atouts» qui, semble-t-il faciliterait leur insertion dans la vie professionnelle. La voie de la facilité a toujours ses revers et il reviendra aux planificateurs, concepteurs des programmes d'éducation comme aux enseignants de pouvoir faire passer le message du mérite par le travail et non plus par l'exhibition du corps.

Une éducation à un environnement se dégradant

La dégradation de l'environnement en Afrique fait partie des défis auxquels l'Afrique doit faire face. Dans les villes comme dans les campagnes, le continent africain est confronté à d'énormes problèmes environnementaux. Là aussi les femmes sont les premières interpellées. Dans les régions, ce sont elles qui sont le plus en contact direct avec la nature ne serait-ce que dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. Plus l'environnement se dégrade, plus le volume du travail des femmes augmentent. On a tendance à dire que les femmes, par leurs pratiques et par leurs occupations domestiques participent à la dégradation de l'environnement. Qu'une telle assertion ait pu être vérifiée ou pas n'est peut-être pas le problème. Par contre le problème est de savoir comment ou que faire pour arrêter la dégradation de l'environnement? Et, c'est ici qu'intervient le rôle de l'éducation à l'environnement.

L'éducation à l'environnement n'aura pas à s'enfermer dans les quatre murs d'une structure institutionnelle. Son espace d'exécution est un espace libre et à géométrie variable impliquant les écoles, les universités, comme tous les autres lieux d'apprentissage et d'instruction.

Une éducation pour le développement

En fait tout ce qui vient d'être décrit se résume dans une éducation pour le développement. Le problème pour l'Afrique est de savoir de quel développement il s'agit? Sans vouloir polémiquer sur les différents types de développement (développement à l'africaine, développement à l'occidentale, croissance, etc.), il convient de préciser qu'il s'agit pour nous, lorsque nous

parlons de développement, de celui de l'être entier c'est-à-dire d'un processus qui permette à l'être humain en général et à l'Africain en particulier de vivre pleinement, de satisfaire tous ses besoins vitaux, matériels, économiques, sociaux et culturels; et, en plus pour ce qui est de l'Afrique, de sortir de la situation de mendicité et de paralysie généralisée dans laquelle elle se trouve.

Pour ce faire, l'Afrique devra tirer les leçons de ses expériences passées. Il serait illusoire de continuer à croire aujourd'hui que l'Afrique, pour se développer, devra faire revivre toutes les valeurs de son passé mythique. L'Afrique de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle n'est plus la même Afrique que celle des grands empires du Ghana, du Kongo ou du Monomotapa. Cependant, il ne s'agit pas de tout rejeter en bloc, mais d'opérer un tri méthodique pour conserver et préserver les valeurs positives et, écarter définitivement toutes les valeurs négatives qui ont été à l'origine de la mise à l'écart de la partie la plus importante et la plus considérable des populations africaines: les femmes.

L'éducation pour le XXI^e siècle devra donc permettre à l'Afrique de se forger une place remarquable dans le village planétaire. En commençant par la constitution des grands ensembles intégratifs dans tous les domaines. Le combat pour le développement devra se mener sur tous les plans et avec toutes les composantes des sociétés africaines. Mais comme ce qui nous intéresse dans le cadre de cette étude est le domaine de l'éducation, il faudra donc à l'Afrique une éducation nouvelle tournée vers le développement du continent.

Pour qu'une telle éducation ait des chances de réussir c'est-à-dire de parvenir au développement de l'Afrique, il sera nécessaire, utile et indispensable de satisfaire les besoins en éducation des filles.

Dans le cycle primaire, il faudra faciliter l'accès des filles à la scolarisation en augmentant les taux d'entrée à l'école. Pour cela, il faudra que les gouvernements s'engagent à mener des actions concrètes pouvant favoriser les inscriptions des filles et à construire par conséquent des nouvelles structures d'apprentissage qui prendront en compte les problèmes spécifiques des filles. L'éducation primaire devra être partout en Afrique gratuite et obligatoire. Des politiques devront être élaborées qui permettront de combler les écarts entre garçons et filles au moment de l'entrée à l'école pour arriver à une répartition équitable entre les genres dans le domaine scolaire. Des mesures devront également être prises pour maintenir les filles le plus longtemps possible dans les écoles afin de leur permettre au moins d'achever leur cycle primaire. La communauté éducative devra tout mettre en œuvre pour que les filles ne soient plus les laissés pour compte de l'éducation. Pour rendre l'éducation des filles effective et pour mesurer les progrès dans ce domaine, il faudra que chaque pays définisse des objectifs clairs et précis en terme de taux de scolarisation des filles à atteindre pour une période donnée. Car, il ne suffit pas de dire que le nombre des filles sera

augmenté dans les écoles, mais il s'agit de préciser de combien se fera cette augmentation.

Des études ont révélé qu'au fur et à mesure que l'on progressait dans le système scolaire, les effectifs des filles baissaient. Ainsi par exemple par rapport au cycle primaire, le cycle secondaire voyait ses effectifs se réduire d'environ un tiers. Ces déperditions ont des causes multiples qui vont du retrait des filles de l'école pour le mariage aux exclusions pour mauvaises notes obtenues en classe. Aussi, l'éducation au XXI^e siècle devra permettre la réduction de ces déperditions et l'accroissement des effectifs féminins dans les écoles secondaires. Sur ce plan, des actions devront être menées pour améliorer la qualité des enseignements, des programmes et de la pédagogie appliquée dans les salles de classe. C'est en général au cycle secondaire que les filles sont victimes d'accidents amoureux entraînant des grossesses. Des textes de lois devront être mis au point pour permettre aux filles-mères de retourner à l'école et de poursuivre leurs études.

A l'université, la présence des filles est encore plus insignifiante. Ceci n'est que la logique conséquence de ce qui se passe dans les cycles primaires et secondaires. Dans ces cycles, des mesures s'avèrent nécessaires pour encourager les «rescapées» des cycles précédents à accéder au cycle universitaire.

Les rares filles qui parvenaient à atteindre le cycle universitaire étaient orientées ou choisissaient plus souvent les filières des sciences sociales. Très peu d'entre elles s'inscrivaient en sciences et en technologies. Il y a donc lieu de prendre des mesures incitatives qui pousseront les filles vers les filières scientifiques et technologiques. Le rôle des enseignants et de tous les éducateurs sera d'une importance considérable dans cette entreprise.

Mais il ne s'agira plus de faire en sorte que les filles accèdent à l'enseignement supérieur juste pour grossir les rangs des étudiants dans les universités pour finir par se retrouver au chômage comme cela se constate aujourd'hui, mais d'innover dans la recherche de nouveaux canaux de formation supérieure qui déboucheront sur des emplois de haut niveau.

L'éducation au XXI^e siècle devra donc élargir les domaines de formation et les choix éducatifs. En ce sens l'éducation ne doit plus être l'affaire des seuls États. La possibilité devra être donnée aux particuliers de mettre sur pied des espaces éducatifs privés depuis le cycle primaire jusqu'au cycle universitaire. Malgré sa pauvreté affichée, l'Afrique ne compte pas moins d'hommes et de femmes d'affaires particulièrement riches. Ces hommes et ces femmes pourront apporter leur contribution au développement de l'éducation et du continent en créant des écoles et des universités privées et même attribuer des bourses d'études aux filles désireuses de poursuivre leurs études au-delà du secondaire. De tels exemples existent dans certaines parties du monde, pourquoi l'Afrique ne s'inspirerait-elle pas de ces expériences pour développer un système éducatif profitable à tous?

Vu l'engorgement des structures universitaires africaines et la pléthore d'étudiants, il serait sans doute judicieux d'étudier un système d'enseignement supérieur à distance comme cela se pratique dans certains pays d'Amérique du Sud, en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord (Pérez et Castillo 1993). Un tel système permettrait aux filles ayant interrompu leurs études pour cause de mariage ou de maternité de poursuivre leur formation pour préparer des diplômes qui leur ouvriraient les portes du monde professionnel. L'enseignement à distance a fait ses preuves dans plusieurs parties du monde. Les apprenants de l'enseignement à distance qui sont en général des personnes plus âgées ayant arrêté leur formation pour diverses raisons ont ainsi la possibilité d'acquérir des connaissances scientifiques de base et d'avoir une idée sur les questions soulevées par l'évolution des sciences et des techniques ainsi que leurs incidences sur les sociétés, mais également de suivre les progrès réalisés dans et par les sociétés elles-mêmes. Nombre de filles et de femmes en Afrique voient leurs études interrompues pour des raisons souvent indépendantes de leur volonté. Le développement d'un système d'enseignement à distance pourrait être d'une utilité certaine pour les filles et pour la réduction des écarts entre les genres en matière d'acquisition des connaissances et de développement personnel.

Mais, l'éducation formelle n'est pas la seule voie d'acquisition des connaissances et encore moins la seule possibilité de rattrapage et de réduction des écarts entre les genres. D'autres voies sont à explorer parmi lesquelles l'alphabétisation. Cependant, l'alphabétisation ne devrait que venir en appoint à l'éducation formelle. C'est-à-dire qu'elle devrait s'adresser aux filles qui ont largement dépassé l'âge de la scolarisation pour leur permettre de rattraper les retards accumulés et le temps perdu. Non pas que nous considérons l'alphabétisation comme une formation au rabais, mais nous sommes d'avis qu'avant de penser à l'alphabétisation comme une alternative et une voie d'acquisition des connaissances et des aptitudes nouvelles, il faut d'abord épuiser toutes les possibilités de l'éducation formelle.

Car, quoiqu'on dise, si l'alphabétisation a un rôle très important à jouer dans le cadre de l'acquisition des connaissances utilisables dans le développement des pays pauvres, il n'est pas évident que son action seule puisse permettre à l'Afrique de compétir avec le reste du monde dans les domaines de pointe.

Aussi bien dans le système formel que dans l'éducation non formelle pour les filles, il conviendra de tenir rigoureusement compte des aspirations et des centres d'intérêt. On a souvent trop tendance à attribuer aux filles des choix et des aspirations qui ne sont pas les leurs car, en réalité, la parole ne leur est pratiquement jamais accordée et même dans les rares cas où il leur arrive de s'exprimer, ce qu'elles disent n'est jamais pris en compte. Il est par conséquent souhaitable qu'au moment de l'élaboration des programmes et

autres curricula, il soit pris en considération leurs intérêts et aspirations. Car, après tout, l'éducation des filles n'a d'autre but que de permettre et de favoriser leur développement aussi bien intellectuel, mental, spirituel que physique. Pour assurer un succès quelconque à l'éducation des filles au XXI^e siècle, il faudra réfléchir sur des stratégies pour accroître l'implication des communautés et plus spécialement des parents dans le processus éducatif. Il faudra faire en sorte que toutes les institutions et structures deviennent la propriété des communautés. Il faudra donc rompre avec les pratiques héritées de l'époque coloniale qui font que l'école, par exemple, a toujours été posée et présentée comme extérieure et étrangère à la société. Ainsi, dans les programmes de construction de nouvelles structures éducatives, il serait important que les communautés de base apportent leur contribution qui ne devra pas forcément être une contribution financière, mais qui pourra être multiforme: par exemple sous la forme d'investissements humains, de collecte et d'approvisionnement en matériaux locaux, etc. Qu'importe les formes de ces contributions pourvu que les populations se sentent concernées et propriétaires des institutions et des structures éducatives.

La participation des populations et l'appropriation des structures éducatives par les communautés exigent que ces communautés soient conscientes de l'importance de l'éducation en général et de celle des filles en particulier. Il revient alors aux États de faire prendre conscience aux populations des bénéfices qu'elles peuvent tirer de l'éducation de leurs enfants. D'où la nécessité pour les États d'élaborer des politiques éducatives claires, bien orientées et visant à assurer l'égalité d'accès à l'instruction pour tous et à combattre toutes les formes de discriminations contre le genre féminin. Mais la participation des populations à l'éducation de leurs enfants requiert également que les communautés elles-mêmes soient éduquées. C'est ici que l'alphabétisation des adultes, des parents et particulièrement des mères devra faire partie des stratégies pour accroître l'éducation des filles et combattre les inégalités dans ce domaine. L'éducation des parents et surtout celle des mères peut constituer un facteur déterminant pour l'éducation des filles, en ce sens qu'un parent qui découvre les bienfaits de l'éducation dans sa propre existence et les transformations qu'elle entraîne, voudra également que ses enfants connaissent les mêmes expériences bénéfiques et avantageuses.

Pour qu'une éducation de qualité soit dispensée aux filles, et pour réduire les inégalités persistantes actuelles entre garçons et filles dans les milieux d'instruction, un accent particulier devra être mis sur la formation des enseignants. Nous avons déjà souligné les comportements des éducateurs qui ne favorisent pas toujours l'éducation des filles, en ce sens qu'il arrive que les parents pour préserver leurs filles de certains comportements indéliçables des enseignants, préfèrent les garder chez eux plutôt que de les exposer. L'Afrique du XXI^e siècle devra concevoir des programmes de formation des enseignants qui insisteront sur les aspects éthiques et déontologiques. En

outre, des modules spécifiques devront être mis au point pour la formation des enseignants en matière d'éducation des filles.

Par ailleurs, les États devront prendre des mesures sans complaisance sur les comportements des enseignants. Le laxisme observé jusqu'ici dans les textes de loi relatif à ce sujet a produit suffisamment de dégâts que l'on ne devrait plus tolérer dans le siècle à venir si l'on veut que l'Afrique ait une place respectable et respectée au sein de la communauté mondiale.

C'est dès maintenant que des stratégies doivent être élaborées et des actions identifiées en faveur de l'éducation des filles au XXI^e siècle. Il ne faudra surtout pas attendre l'an 2000 pour se précipiter dans l'identification des actions. Des plans doivent donc être conçus dès à présent, visant:

- l'accroissement des effectifs féminins à tous les niveaux de l'éducation et surtout une plus grande implication des filles dans les filières scientifiques et techniques;
- la généralisation de l'éducation formelle;
- l'extension de l'alphabétisation fonctionnelle pour les parents et pour toute personne adulte particulièrement les femmes;
- l'harmonisation des systèmes d'éducation formelle, non formelle et informelle;
- la formation continue pour les enseignants et les enseignantes;
- le développement de l'enseignement à distance pour les filles et les femmes;
- l'accroissement du nombre des enseignantes et le renforcement de leur présence dans les zones rurales pour servir de stimulant à l'éducation des filles;
- l'intégration des systèmes éducatifs africains dans le système mondial tout en respectant les spécificités africaines d'éducation;
- le développement d'un système permanent de Recherche-Action et d'expérimentation en matière d'éducation;
- la formation d'une nouvelle race de planificateurs de l'éducation particulièrement sensible aux problèmes de genre;
- le développement de nouveaux systèmes d'évaluation scolaire susceptibles d'apporter des réajustements pour remédier et combattre toute forme d'inégalité et d'injustice à l'égard des filles;
- le développement de campagnes de sensibilisation, d'information et de mobilisation sociale en faveur de l'éducation des filles.

Ces stratégies n'étant pas exhaustives, la communauté africaine et internationale devra continuer à réfléchir sur des nouvelles stratégies pour

combattre les inégalités entre les genres dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Conclusion

L'éducation des filles au XXI^e siècle devra viser une conjonction de toutes les méthodes d'apprentissage pour permettre aux filles et aux femmes de ne plus être en marge des problèmes du développement de leurs pays et de leur continent.

La première chose à faire devra consister à rompre les barrières qui empêchent les filles d'accéder à l'instruction et à l'éducation. Seul l'accroissement des effectifs féminins et leur maintien dans le système éducatif pourra changer la configuration actuelle de l'école et partant des sociétés africaines.

Le défi majeur de l'Afrique étant son sous-développement, l'éducation au XXI^e siècle devra pouvoir fournir aux filles et aux femmes des armes pour lutter contre la pauvreté, la dégradation de l'environnement, l'accroissement incontrôlé de la population et promouvoir une répartition équitable des biens et revenus des Nations du continent.

Pour parvenir à relever le défi du sous-développement, l'Afrique devra ensuite mettre au point une éducation de qualité pour les filles avec des méthodes d'enseignement et d'apprentissage de qualité, des enseignantes et des enseignants de qualité, du matériel et des équipements également de qualité. Toutes choses par ailleurs qui nécessitent la revalorisation de la fonction enseignante et le développement d'une éthique nouvelle de l'éducation.

Il est certain que l'éducation en général et celle des filles en particulier ne peut pas à elle seule résoudre les problèmes de la pauvreté et du sous-développement de l'Afrique. Mais il n'en demeure pas moins que sans l'éducation, aucun problème africain et surtout ceux susmentionnés ne sauraient trouver de solutions durables.

L'Afrique a besoin de la contribution et de la participation de toutes ses ressources humaines pour sortir du sous-développement. Aussi, afin de donner à chacun l'opportunité de se mettre au service de son pays et du continent, il faudra combattre les inégalités dans les sociétés africaines et essentiellement celles qui persistent en matière d'éducation. Le XXI^e siècle devra offrir la même chance, les mêmes opportunités à toutes les composantes des sociétés africaines pour le développement de leur esprit et pour leur épanouissement personnel et commun. Cette tâche revient en premier lieu à l'éducation.

Nous avons voulu, tout au long de cette étude, faire ressortir les injustices dont sont victimes les filles et les femmes dans les systèmes éducatifs africains et dans les sociétés africaines. Nous avons mis en évidence les inégalités entre garçons et filles, entre hommes et femmes, aussi bien dans l'accès que dans la poursuite des études.

Notre but principal a été d'attirer l'attention de tous sur ces anomalies qui constituent autant d'obstacles au développement du continent africain et qui font que l'Afrique reste toujours et encore en dernière position par rapport aux autres continents.

Nous avons ensuite tenté de suggérer quelques idées et stratégies en faveur de l'éducation des filles. Nous sommes cependant conscients que le problème de l'éducation des filles est un problème qui a trait au statut général des femmes africaines, aux rôles et places qui leur sont assignés dans les sociétés africaines. Et, nous savons également que pour qu'intervienne le moindre changement en faveur des filles et des femmes au XXI^e siècle, il faudra des actions vigoureuses et concrètes en direction des populations.

Ces actions doivent venir de toutes parts: aussi bien des gouvernants, des populations elles-mêmes, des intellectuels africains que de la communauté internationale. Toutefois, il nous faut reconnaître qu'une grande partie de ces actions en faveur de l'éducation des filles dépendent d'un changement de mentalité. Un changement de mentalité pour tous et par tous les Africains qui ne se produira pas par miracle, mais par la volonté de tous, par la volonté politique des gouvernements, par la participation de tous aux débats sur ce que veut devenir l'Afrique au XXI^e siècle. Toutes choses par ailleurs qui nécessitent l'éducation pour tous et qui nous pousse à conclure, sans risque de nous tromper et sans exagération, que l'éducation et particulièrement l'éducation des filles est la clef du changement des mentalités, de tout changement et partant du développement de l'Afrique.

Bibliographie

- Bouya, Alphonsine, 1993, «Les filles face aux programmes scolaires de sciences et de technologie en Afrique. Étude sociopsychologique», BRED/UNESCO, Dakar.
- Erny, Pierre, 1972, *L'enfant et son milieu en Afrique noire*, Paris, Petite Bibliothèque Payot.
- Freire, Paulo, 1972, *Paedagogik der Unterdruekten [Pédagogie des opprimés]* Hamburg.
- Gutiérrez, Pérez Francisco et Prieto, Castillo Daniel, 1993, *La mediacion pedagogica*, IIME, Ciudad de Guatemala.
- Ki-Zerbo, Joseph, 1990, *Éduquer ou Périr*, UNESCO-UNICEF.
- Obanya, Pai, 1982, 'Teaching and Cheating', Inaugural lecture, University of Ibadan, Faculty of Education, April.
- Obanya, Pai, 1993, 'Major Educational Challenges of the Twenty-first Century', Keynote paper, Conference of Region 2 of the World Council for Curriculum and Instruction (WCCI), Ascon-Badagry, Nigeria, October.

* Consultante, chargée de programme auprès de la banque mondiale